

## « L'innovation au service de la transition énergétique des Outremer »

Comment parvenir à l'autosuffisance en énergie visée pour 2030 par les départements d'outre-mer ? C'était la question posée aux intervenants d'une table ronde qui s'est tenue le 24 janvier 2017 à Paris, lors des Electric Days, le nouvel événement annuel organisé par le groupe EDF sur l'innovation.

Présidé et animé par Jean-Pierre Philibert, président de la Fédération des Entreprises Des Outremer (FEDOM), cet échange a réuni des acteurs clé de la transition énergétique : la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG), la Commission de Régulation de l'Energie (CRE), la direction des Systèmes Energétiques Insulaires d'EDF (EDF-SEI), les producteurs d'électricité Albioma et Akuo Energy ainsi que l'Agence Française de Développement (AFD).

**Rodolphe Alexandre, président de la CTG** a tout d'abord souligné que les choix politiques vers le 100% énergies renouvelables doivent rester attachés à la réalité de chaque territoire. Pour la Guyane, déjà aux avant-postes avec plus de 50% d'électricité verte grâce au barrage de Petit Saut, l'urgence est d'accompagner le boom démographique et d'assurer le développement économique. « Quarante mille logements, cinq lycées et six collèges seront construits d'ici à 2030 », précise-t-il. « Il nous faut de nouvelles capacités électriques : en s'appuyant sur nos richesses naturelles, la biomasse-bois, l'hydraulique, le solaire ; mais aussi avec de nouveaux moyens thermiques. La gouvernance de l'énergie entre les acteurs est indispensable pour innover et faire émerger les meilleures solutions ».

**Catherine Edwige, commissaire de la CRE** en charge des Outremer, a rappelé que le dispositif de compensation des surcoûts de production dans les zones non interconnectées (au titre des charges de service public), est un levier pour la transition énergétique. Il favorise la montée en puissance des EnR, « et permet aussi de renforcer la maîtrise de l'énergie qui doit mobiliser l'ensemble des acteurs ».

Du côté des industriels, **Frédéric Busin, directeur d'EDF-SEI** a expliqué que, dans son rôle de gestionnaire du système électrique, EDF a la responsabilité d'accompagner l'ambition des territoires. « Nous nous attachons à faciliter toutes les avancées », souligne-t-il. « Les initiatives innovantes sont nombreuses et le secteur est en évolution constante. Il y a, par exemple, près de 8 000 producteurs photovoltaïques aujourd'hui à l'échelle des DOM », ce qui implique de repenser

la gestion et la distribution électrique à l'échelle de chacun de ces territoires. « A la Réunion, nous avons expérimenté une batterie centralisée de forte capacité qui permet maintenant d'utiliser toute l'énergie photovoltaïque produite sur l'île. Cette année nous en installerons deux autres aux Antilles, cinq fois plus puissantes.» Autres actions pour l'émergence des nouvelles énergies renouvelables : l'open data et les études de faisabilité pour encourager le biogaz, la canne combustible, ou encore l'économie circulaire avec le recyclage des déchets verts en combustibles solides de récupération (CSR).

Cette filière, qui pourrait représenter entre 4 et 8% du mix énergétique selon les territoires, intéresse particulièrement Albioma, le principal exploitant de biomasse thermique outremer. « Nous envisageons de modifier les chaudières de nos centrales mixte bagasse/charbon à la Réunion et en Guadeloupe pour substituer les CSR au charbon » indique **Jacques Petry, le PDG d'Albioma**. « Notre but à terme est d'utiliser uniquement des sources d'énergie renouvelable ».

Une ambition déjà réalisée pour **Akuo Energy** qui développe des centrales solaires et investit dans les énergies marines. « Dans ce domaine, nous sommes convaincus que l'avenir passe par l'énergie thermique des mers », explique **Jean Ballandras, directeur général**. « C'est pour cette raison que nous sommes engagés dans le projet Nemo en Martinique ».

« Les Outremer ouvrent la voie à des solutions d'avenir économiquement viables », estime **Fabrice Richy, directeur Outremer de l'AFD**. « Notre mission est d'accompagner les collectivités et aider à l'investissement dans des infrastructures et de nouvelles solutions qui peuvent trouver aussi des prolongements à l'international ».